

Une situation catastrophique pour les étudiants sur fond de démantèlement accéléré des CROUS

La situation sociale de la très grande majorité des étudiants continue de se détériorer. Face à cette situation, la seule réponse du gouvernement c'est encore plus de précarité et de remise en cause de nos droits.

Alors qu'actuellement il n'y a que 150 000 chambres en cité U pour environ 2,2 Millions d'étudiants, les cités U sont amenées à disparaître par le biais d'opérations immobilières.

CPE et LMD: une garantie de précarité à vie...

Le CPE est intrinsèquement lié à la logique de liquidation de l'enseignement supérieur public. Là où la mise en place des ECTS/LMD ont servi à liquider le contenu national des diplômes et donc l'adossement des diplômes au code du travail et aux conventions collectives, le CPE (étape vers la mise en place d'un contrat unique de travail pour tous les travailleurs) sert à liquider le code du travail. **C'est pourquoi la FSEUL se bat pour l'abrogation des ECTS/LMD.**

Les bourses, déjà insuffisantes, réduites à la portion congrue et versées seulement 9 mois par an sont amenées à être remplacées par des bourses... au mérite.

Alors que les étudiants ont de plus en plus de difficulté à vivre et à se nourrir déceimment le prix du ticket ne cesse d'augmenter (+10% en 3 ans).

Cette politique élitiste synonyme de sélection par le fric, vise à exclure de l'enseignement public un nombre croissant d'étudiant. Toute cette politique est concentrée dans le décret du 9/01/06 instaurant la décentralisation des CROUS. **Non à la destruction des CROUS! Abrogation du décret du 9/01/06!**



Statut de l'étudiant ? Non! Abrogation du CPE!

Ceux qui nous parlent de statut de l'étudiant comme Dominique de Villepin, d'allocation d'autonomie ou de salaire social étudiant se fourvoient. En effet, le rôle d'un syndicat étudiant n'est pas de se « battre » avec le gouvernement pour ... le partage du chômage. Bien au contraire son rôle est de se battre pour un vrai travail, un vrai salaire, un vrai statut, pour tous. **Cela implique de se battre jusqu'au bout pour le retrait du CPE, du CNE et pour la défense des conventions collectives et du code du travail.**

La FSEUL tient à informer tous les étudiants de la motion qui suit, adoptée par la coordination nationale de Toulouse du 25/02/06, et dont nous partageons l'orientation.

Nous étudiants de Paris III-Censier, refusons la fermeture et la vente de notre Université. Cette fermeture-vente est prévue par les accords Paris-Universitas qui cherchent à créer un Pôle d'Excellence. Cette logique de mise en concurrence des Universités et de Privatisation de l'Enseignement Public est déjà comprise dans l'application des ECTS/LMD qui signifient la fin des diplômes nationaux.

La fermeture et la vente de Paris III-Censier en annonce d'autres. Nous sommes les premiers sur la liste, mais d'autres facs sont menacées directement de fermeture-restructuration. Notre lutte est aussi celle de tous les étudiants contre la privatisation des Universités.

Coordonnons-nous! Ensemble nous vaincrons! Nous demandons donc à la coordination de soutenir notre lutte.